



HAL
open science

Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines

Jean Rivière

► **To cite this version:**

Jean Rivière. Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines. *Espaces et sociétés* (Paris, France), 2012, L'espace des classes moyennes, 148-149, pp.73-90. 10.3917/esp.148.0073 . halshs-01576582

HAL Id: halshs-01576582

<https://shs.hal.science/halshs-01576582v1>

Submitted on 23 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean Rivière
Maître de conférences
UMR ESO 6590 CNRS
Université de Nantes

jean.riviere@univ-nantes.fr

IGARUN (bureau n°908)
Campus du Tertre
BP 81 227
44 312 Nantes cedex 3

Résumé :

Les zones pavillonnaires périurbaines sont souvent considérées comme l'espace des couches moyennes par excellence. Depuis 2002 et avec les évolutions électorales récentes, s'est développée une tendance à la stigmatisation de ces mondes périurbains en raison des pratiques électorales supposées illégitimes de leurs habitants. Une enquête par questionnaire « sortie des urnes » réalisée lors de la présidentielle de 2007 permet de discuter de la validité empirique de ce qui est souvent présenté comme des évidences scientifiques en matière de socialisation résidentielle et politique des couches moyennes. Son exploitation montre qu'en contexte périurbain comme ailleurs, les positions et trajectoires socio-résidentielles des habitants continuent de peser lourd sur leurs choix électoraux.

Mots clés :

Comportements électoraux, couches moyennes, espaces périurbains, inégalités sociales, trajectoires résidentielles.

Abstract

Suburban areas are usually looked upon as the middle class space par excellence. Since 2002 and with the recent electoral change, voting patterns of suburban areas inhabitants have led to a growing stigmatization of these areas which are sometimes seen as bastions of protest and extremism. Using "right at the polling booth" opinion polls collected during the 2007 presidential election, this paper intend to show that in a suburban context as anywhere else, the social status and trajectories of residents have a sizable impact on their electoral choices.

Keys-words:

Electoral behaviours, middle class, suburban areas, social inequalities, residential trajectories.

Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines

Aux antipodes de la « classe alternative » ou des « aventuriers du quotidien » des années 1970-80 (Bidou et *al.*, 1983 ; Bidou, 1984), les couches moyennes contemporaines sont bien souvent perçues comme « déstabilisées ou à la dérive, repliées sur elles-mêmes ou sécessionnistes » (Bacqué & Vermeersch, 2007). Elles sont appréhendées comme autant de groupes en perte de vitesse, à l'image des succès médiatiques d'ouvrages récents (Chauvel, 2006 ; Peugny, 2009). Ces lectures universitaires des mutations de la stratification sociale ont des résonances politiques, l'essai *Le descenseur social* (Guiber & Mergier, 2006) ayant par exemple été édité par la fondation Jean Jaurès, un *think-tank* du parti socialiste. Et la première page de l'ouvrage d'évoquer, pêle-mêle, l'issue (considérée comme négative) du référendum européen de 2005, l'élimination du candidat du PS en 2002 à cause des scores de l'extrême droite et de l'extrême gauche. On est bien loin des attitudes électorales supposées des couches moyennes des années soixante-dix, quand ces dernières étaient au centre de la stratégie giscardienne qui visait à convaincre de la pertinence de la démarche centriste par une homologie du social et du politique (Ysmal, 1983). Pour comprendre la position de ces groupes dans l'espace politique, l'idée d'une traduction de leur position ambivalente dans l'espace social a été avancée et validée à la fois dans des scrutins locaux – avec les élections municipales de 1977 (et la vague rose qui les accompagne) puis celles de 1984 (et la première percée du FN qui les caractérise) – et nationaux, le meilleur exemple étant probablement le scrutin présidentiel de 1981 à l'occasion duquel des fractions importantes des couches moyennes ont porté la gauche au pouvoir (Berger, 1985). Le tournant de la rigueur de 1983 aidant, les votes des périurbains, au départ vus comme de simples votes « d'opposition », vont progressivement être appréhendés comme des votes de « déçus », puis comme autant de votes « protestataires »...

Depuis le scrutin présidentiel de 2002 et le référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005, nombre de travaux ont ainsi souligné certaines spécificités supposées des choix électoraux des habitants des espaces périurbains, qui tendraient à se distinguer des comportements adoptés par les (vrais) citoyens dans l'isolement (Lévy, 2003, 2005). La notion de « gradient d'urbanité » y est invoquée pour expliquer ce clivage croissant qui traduirait l'idée que la localisation résidentielle dans tel ou tel type d'espace (central ou périurbain) résulte du système de valeurs des habitants (rapports au Monde et à l'Autre), ces valeurs s'exprimant aussi dans leurs bulletins de vote. Ce système explicatif, en partie fondé sur des préjugés normatifs qui se manifestent par un « urbano-centrisme » exprimant un jugement de classe, a déjà fait l'objet d'un débat (Ripoll & Rivière, 2007 ; Lévy, 2007). Déjà accusées de se réfugier dans des pavillons loin de la ville, d'enlaidir les paysages en portant atteinte à « l'environnement » sur fond de montée de « l'écologisme », les fractions populaires des couches moyennes sont donc suspectées de mal se conduire politiquement¹. Il est donc pour le moins utile de rappeler que les chercheurs sont engagés dans ce débat à double titre, à la fois « comme observateurs attentifs du monde social, mais aussi comme catégorie sociale, intermédiaire appartenant à cette nébuleuse des couches moyennes et qui n'est donc pas exempte d'intérêts propres dans la construction et l'imposition d'une hiérarchie sociale » (Bacqué & Vermeersch, 2007). Cette position ambivalente est d'autant plus importante qu'avec le passage « du statut de fraction dominante des classes dominées à celui de fraction

¹ Plusieurs passages de l'ouvrage de L. Chauvel (2006) sont ainsi empreints de normativité, notamment quand il évoque les « effervescences populistes » auxquelles sont censées participer les couches moyennes, ou quand il envisage comme horizon leur possible « repli sur des solidarités corporatistes étroites et l'émergence d'une *mouvementocratie* fondée sur les pressions de la rue et la gesticulation dans des jacqueries permanentes ».

dominée des classes dominantes » (Garnier, 2010), une partie des strates supérieures des couches moyennes contribuent, en s'installant préférentiellement dans les centres urbains, à repousser les autres fractions des couches moyennes dans des espaces périurbains qui cristallisent ensuite leurs critiques savantes².

C'est dans ce débat scientifique (et donc dans ces luttes de classement) sur les attentes résidentielles des couches moyennes – attentes censées être fondées sur une recherche exacerbée de l'entre-soi qui passe à tout prix par l'accession à la propriété en maison individuelle dans le périurbain, c'est-à-dire loin des espaces urbains denses et de leurs supposés maux – et sur les attitudes politiques qu'entraîneraient ces attentes que s'inscrit cet article. Plus précisément, il s'agit d'interroger la validité empirique de ce qui est trop souvent présenté comme des évidences en matière de socialisation résidentielle et politique des couches moyennes périurbaines. Avant cela, la première partie s'attèle à présenter la démarche d'enquête adoptée, les terrains investis ainsi que les matériaux empiriques mobilisés. Dans des contextes géographiques où l'accession à la propriété est la norme localement dominante, on s'attache ensuite à discuter la pertinence de l'association entre propriété du logement et vote à droite, en la complexifiant par l'analyse des trajectoires résidentielles. Enfin, la dernière partie de l'article propose de souligner en quoi la perception du contexte socio-résidentiel local (et de ses évolutions) pèse dans la construction des choix électoraux des habitants des espaces périurbains.

Saisir les choix électoraux dans leur(s) contexte(s) périurbain(s) de production

À l'inverse des sondages « d'opinion » nationaux qui extirpent les individus de leurs sphères locales de socialisation tout autant qu'ils leur imposent de trancher sur des enjeux potentiellement extérieurs à leurs propres préoccupations, le protocole méthodologique utilisé s'inscrit dans le renouveau récent des approches contextuelles des pratiques électorales (Braconnier, 2010), à l'image des travaux récemment menés dans un quartier populaire de grands ensembles (Braconnier & Dormagen, 2007) ou dans une zone pavillonnaire urbaine de « petits-moyens » (Cartier et *al.*, 2008). Il s'agit donc ici de privilégier la quête du réalisme sociologique dans la manière de comprendre les votes qui ont lieu dans les espaces périurbains, bien souvent considérés comme un « univers pour les classes moyennes » (Jaillet, 2004) qui y trouveraient même leur « terrain d'aventure politique » privilégié (Jaillet et *al.*, 2003). Pour cela, c'est une entrée « par l'espace » qui a été privilégiée, et ce à plusieurs échelles.

Trois aires urbaines moyennes – celles de Caen, Metz et Perpignan – ont d'abord été retenues pour l'exemplarité de leurs mutations depuis les années soixante (Rivière, 2008a). Au sein de ces trois aires urbaines, des analyses quantitatives multivariées ont ensuite permis de dégager plusieurs types de trajectoires d'évolutions communales grâce à l'exploitation de bases de données associant recensements de l'INSEE et résultats des élections présidentielles. Outre qu'elles renseignent sur la géographie des inégalités sociales dans les espaces périurbains, ces analyses préalables ont aussi permis de construire un échantillon de communes emblématiques de la diversité des profils socio-électoraux existants dans les espaces périurbains français (Rivière, 2011). Le principal critère utilisé dans la construction

² Le récent dossier « Halte à la France moche » du n° 3135 de l'hebdomadaire *Télérama* est ainsi symptomatique des dénonciations de la laideur des zones pavillonnaires périurbaines par les élites des centres urbains, même si les auteurs du dossier pensent tout de même à rappeler que les choix résidentiels peuvent être contraints par des facteurs économiques. Ces jugements esthétiques qui confinent au mépris de classe ont d'ailleurs suscité la réaction d'un sociologue qui a publié un court essai intitulé *Contre Télérama* (Chauvier, 2011).

de cet échantillon est donc la structure sociale communale (et l'orientation électorale qui en découle) de sorte que quatre grands types de contextes ont été dégagés : des cadrans périurbains qui concentrent de manière croissante les classes supérieures et les fractions hautes des couches moyennes et où les votes en faveur de la droite parlementaire et du PS sont surreprésentés ; des espaces périurbains caractérisés par la présence des strates inférieures des couches moyennes (employés, ouvriers qualifiés) au sein desquels les candidats de gauche recueillent des scores élevés (avec augmentation des suffrages portés sur l'extrême gauche et l'extrême droite) ; des secteurs périurbains marqués par une forte présence des catégories populaires (ouvriers qualifiés et non qualifiés, chômeurs) et dont les électeurs accordent souvent leurs voix au PCF et au PS (avec une hausse des scores de l'extrême gauche) ; et des marges du périurbain lointain qui accueillent plus qu'ailleurs des ouvriers et des petits indépendants (agriculteurs, artisans-commerçants) et où les candidats de la droite bénéficient historiquement de scores élevés, même si la périurbanisation y a récemment engendré une hausse des scores de la gauche et du FN³. Parallèlement, trois critères secondaires ont été utilisés afin de diversifier les terrains retenus : la taille de la commune et sa trajectoire d'évolution démographique depuis la fin des années soixante, son degré de polarisation vis-à-vis des ensembles urbains voisins (influence de la seule ville-centre de l'aire urbaine, centralités secondaires), et sa morphologie (place du bourg historique, nombre et ancienneté des tranches de lotissements, environnements paysagers).

C'est dans ces communes que des enquêtes par questionnaires dite « sortie des urnes » ont été réalisées afin de cerner les trajectoires résidentielles des habitants, leurs orientations politiques ainsi que leurs propriétés sociales. Ces enquêtes se sont déroulées le jour du 1^{er} tour du scrutin présidentiel de 2007, moment où les enquêteurs ont proposé à tous les habitants qui venaient de voter des questionnaires auto-administrés. Au total, 2049 personnes ont répondu au questionnaire, soit un taux de retour moyen de 28% des inscrits qui admet de très fortes variations locales en fonction du profil sociologique des sites d'enquête (de 11% à 67%). En croisant les sources disponibles (RGP INSEE 2006, dépouillement des listes d'émargement électorales, analyse des réponses fournies dans les questionnaires), on mesure les effets d'un double « cens caché » (Gaxie, 1978) qui pèse à la fois sur le fait d'aller voter et de participer à l'enquête. Ainsi et par rapport au profil social des terrains étudiés, les habitants les plus âgés sont sous-représentés dans l'échantillon et les fractions les plus populaires de la population se sont très fortement auto-exclues de l'enquête. Ces deux processus cumulatifs permettent de comprendre que les titulaires d'un diplôme supérieur au bac sont surreprésentés de plus de 20 points dans l'échantillon final par rapport à leur poids escompté, ce qui n'est pas inintéressant du point de vue de l'étude des couches moyennes mais doit être gardé à l'esprit. En raison de l'inégale légitimité sociale des opinions politiques, les réponses apportées dans le questionnaire sont par ailleurs en décalage partiel avec les votes effectivement dépouillés (tableau 1). L'ensemble des votes de gauche sont assez fortement surreprésentés dans l'échantillon, tandis que les votes de droite y sont moins présents au regard de ce qu'ils pèsent dans les espaces périurbains, notamment ceux pour N. Sarkozy et dans une moindre mesure ceux portés sur les candidats de la « droite de la droite »⁴. Sans être parfaitement représentatif de la situation des aires urbaines françaises, cet échantillon offre toutefois la possibilité de poser des constats dont la portée dépasse les seuls cas des communes étudiées, choisies pour l'exemplarité de leurs profils.

³ Pour chacun de ces quatre types de contextes périurbains, deux communes ont été choisies (l'une appartenant aux périphéries caennaises, l'autre non) de manière à gommer d'éventuels effets régionaux, soit huit communes au total (quatre autour de Caen, deux autour de Metz et deux autour de Perpignan).

⁴ Certains candidats ont été regroupés en courants politiques afin de préserver des effectifs statistiques robustes.

	Blancs ou nuls	Gauche de la gauche	Écologistes de gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Droite de la droite	Total
France entière	1%	8%	3%	25%	19%	31%	14%	100%
Aires urbaines de plus de 200000 hab.	1%	7%	3%	26%	19%	31%	12%	100%
Trois aires urbaines étudiées	1%	9%	3%	26%	18%	29%	14%	100%
Huit communes enquêtées	1%	10%	3%	26%	18%	27%	14%	100%
Répondants qui déclarent leur vote	2%	14%	4%	30%	18%	21%	10%	100%

Tableau 1 – Caractéristiques de l'échantillon
(Source : Ministère de l'Intérieur, Enquête « sortie des urnes », 2007)

Afin de démontrer que la seule localisation résidentielle périurbaine ne permet en rien d'éclairer les choix électoraux qui y ont lieu, on se propose donc de souligner la diversité de ces derniers en les ré-encadrant avec les appartenances sociales des habitants. Bien qu'aux yeux de la science politique canonique, cet objectif soit « volontiers répudié comme sociologiste et passiste » (Lehingue, 2001), il n'en reste pas moins essentiel pour qui veut tenter de comprendre les expressions électorales des périurbains sans *a priori* normatifs.

À propos de l'impact politique de la propriété en contexte périurbain

En France et depuis les années cinquante, la gauche et notamment le PCF ont établi, par le biais de leurs revendications, une homologie entre classe ouvrière, construction publique, location et immeubles collectifs, qui a pour conséquence de rabattre la maison individuelle du côté du privé, de la propriété et de la petite bourgeoisie (Magri, 2008). Dès lors, les propriétaires de pavillons issus des couches moyennes vont être revêtus de « cet habit de confection fourni par l'idéologie petite-bourgeoise » (Raymond et *al.*, 2001). Dans les années 1960, une des principales interrogations qui guide l'équipe d'H. Lefebvre porte ainsi sur les effets politiques et électoraux de l'accession à la propriété au sein de la classe ouvrière. Dans ce débat, H. Lefebvre (2001) insiste sur l'impossibilité d'inférer des pratiques sociales (en l'occurrence électorales) à partir de l'idéologie associée à un type d'habitat, des représentations ou des significations qui lui sont conférées, tout en notant le poids du statut d'occupation du logement lorsqu'il évoque les potentielles contradictions entre « la conscience de propriétaire et la conscience de classe ». Les auteurs de l'ouvrage sont plus affirmatifs que leur préfacier à ce propos, puisqu'ils précisent que : « d'une manière générale, nous ne pensons pas du tout que l'habitat pavillonnaire affaiblit la conscience de classe ou la conscience revendicative. Les résultats électoraux le montrent » (Raymond et *al.*, 2001).

Des politistes ont ensuite souligné l'importance de la propriété immobilière en milieu populaire, de sorte que les ouvriers propriétaires de leur logement étaient ceux qui se sentaient le moins appartenir à la classe ouvrière et ceux qui votaient le moins pour la gauche quand bien même ils étaient intégrés au milieu ouvrier (Michelat & Simon, 1985). Plus généralement, ces auteurs insistent sur le fait que la possession du logement, et plus largement la construction et la volonté de transmission d'un patrimoine, doit être replacé au regard d'organisations symboliques qui ont une forte dimension politique⁵. C'est d'ailleurs à la même période qu'est mis à jour un « effet patrimoine » (Capdevielle, Dupoirier, 1981)

⁵ « On comprend mieux, dès lors qu'à niveaux de disponibilités financières, d'études, etc. constants, les comportements patrimoniaux eux-mêmes soient significativement tributaires du niveau d'intégration religieuse et du degré d'appartenance à une classe sociale, c'est-à-dire d'orientations axiologiques, de sentiments, de systèmes d'évidence, bref de rationalités culturellement déterminées et affectivement valorisées qu'on trouve également à l'œuvre dans le choix électoral, même si c'est sur un autre registre » (Michelat, Simon, 1985).

récemment revisité (Le Hay, Sineau, 2010) qui contribue de manière originale à l'analyse sociologique des couches moyennes dans leurs rapports à l'espace, puisque c'est bien souvent la propriété de la résidence principale qui constitue (avec la possession d'un livret A) le principal attribut patrimonial de ces groupes qui prennent une place croissante dans la société française de l'époque. Depuis et alors même que la petite propriété s'est diffusée dans les couches moyennes et populaires, la financiarisation croissante de l'économie mondiale produit une augmentation de la précarité des salariés dans le monde du travail. Ce double processus abouti à ce que les ménages périurbains – qui ont souvent contracté des crédits bancaires pour acheter leur logement – voient la viabilité financière de leur projet d'accession remise en cause par la (perspective de) perte d'un emploi, entraînant des sentiments de désillusion qui pèsent lourdement sur leurs rapports à l'avenir et la production de leur vote.

La plupart des recherches menées sur les trajectoires résidentielles des périurbains s'accordent en effet sur le fait que les ménages qui accèdent à la propriété – en maison individuelle pour la plupart – pensent au départ cette mobilité géographique comme une forme de mobilité sociale ascendante, quand bien même il s'agit en fait de « petits déplacements sociaux » pour les « petits-moyens » (Cartier et *al.*, 2008) ou qu'à l'arrivée c'est la déception et la frustration qui priment chez ceux qui se vivent parfois comme des « captifs » du périurbain lointain (Rougé, 2005). Cette dernière recherche a d'ailleurs mis en évidence les possibles retombées électorales de telles désillusions par rapport au projet initial d'accession, et on peut donc faire l'hypothèse que les trajectoires résidentielles, qui seront ici appréhendées à travers les statuts successifs d'occupation des logements, ne sont pas sans effets sur les attitudes électorales des enquêtés. Ces trajectoires ont été regroupées en huit types de parcours résidentiels qui privilégient la cohérence sociologique tout en préservant des effectifs suffisamment robustes⁶. Une fois ces trajectoires classées de la plus précaire à la plus stable, il apparaît qu'elles exercent des effets significatifs sur les choix électoraux des périurbains de sorte que plus le parcours résidentiel est stable et accompli, plus l'on a tendance à voter vers des candidats situés à droite de l'espace politique, à l'exception de ceux de la droite de la droite (tableau 2)⁷.

	Non réponse	Blancs ou nuls	Gauche de la gauche	Écologistes de gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Droite de la droite	Total	N
Propriétaires redevenus locataires	37%	2%	10%	2%	15%	12%	12%	10%	100%	41
Encore dans le parc locatif HLM	45%	3%	8%	4%	20%	5%	5%	11%	100%	114
Toujours dans le parc locatif privé	32%	3%	10%	3%	25%	12%	10%	6%	100%	242
Des HLM à l'accession	35%	1%	15%	4%	21%	8%	10%	7%	100%	120
Des HLM à la propriété	36%	1%	5%	2%	23%	12%	13%	7%	100%	111
Du locatif privé à l'accession	31%	1%	4%	5%	25%	14%	14%	6%	100%	284
Du locatif privé à la propriété	35%	0%	5%	3%	17%	20%	16%	5%	100%	240
Déjà propriétaires	36%	1%	7%	2%	18%	11%	19%	7%	100%	508
<i>Ensemble</i>	35%	1%	7%	3%	20%	12%	14%	7%	100%	1660

Tableau 2 – Votes déclarés et trajectoires résidentielles
(Source : Enquête sortie des urnes, 2007)

De ce point de vue, il semble que ce n'est pas la propriété en elle-même qui serait une source de droitisation chez certains pavillonnaires (même si cet effet de position joue de manière brute), mais plutôt ce qu'elle signifie : la réussite de leur parcours d'accession (effet

⁶ Les individus n'ayant pas répondu à l'une des deux questions ont été exclus du champ de l'analyse.

⁷ Ces trajectoires sont bien sûr étroitement liées aux profils sociologiques des habitants, et notamment aux positions qu'ils occupent dans les hiérarchies socioprofessionnelles.

de trajectoire). C'est ainsi qu'en dépit d'un nombre d'enquêtés limité (n=41) qui invite à une grande prudence, les « propriétaires redevenus locataires » ensuite (qu'il s'agisse d'un logement dans le parc public ou privé) se distinguent par des comportements un peu plus élevés que la moyenne en faveur des candidats de la gauche de la gauche ou de la droite de la droite. Si un tel parcours peut se comprendre en raison du fait que le choix de la location peut simplement mieux correspondre aux attentes du moment de ces habitants, il révèle aussi que pour d'autres, l'échec du projet d'accession entamé pourrait incliner à voter pour des candidats aux positions tranchées, y compris en faveur de la droite de la droite. C'est d'ailleurs parmi ceux qui sont « encore dans le parc locatif HLM » – c'est-à-dire ceux qui ont toujours occupé un logement de ce statut ou ceux qui étaient locataires du parc privé et qui se retrouvent à présent dans un logement relevant du locatif public – que les votes pour les candidats de la droite de la droite sont les plus importants, tout comme les non-réponses. On peut en effet comprendre que le sentiment de frustration engendré par une résidence prolongée dans le parc locatif social (et l'absence de mobilité sociale qu'elle donne à lire) est ressenti de manière d'autant plus violente que l'on habite dans des espaces où la mobilité ascendante est la norme, du moins si on la saisit au prisme de l'accession à la propriété. Loin d'ériger la vie dans le périurbain comme un choix guidé par le seul refus de l'altérité, cet angle explicatif permet aussi d'interpréter les très légères surreprésentations des suffrages en faveur de la droite de la droite chez ceux qui font le chemin des HLM vers l'accession ou des HLM vers la propriété définitive, comme si l'effort symbolique et financier consenti rendait d'autant plus sensible à ce que l'on se représente comme pouvant le remettre en cause.

Mais dans l'ensemble, les candidats de gauche restent surreprésentés parmi tous les types de trajectoires qui décrivent des parcours de la location vers la location ou des HLM vers l'accession ou la propriété. C'est même chez ceux qui sont parvenus à quitter le parc HLM et qui sont à présent en cours d'accession que le total des voix de gauche est le plus élevé, avec un vote pour la gauche de la gauche qui enregistre un pic à 15%. C'est seulement lorsque l'on aborde les profils électoraux de ceux qui quittent le parc locatif privé pour devenir accédants que la droite fait jeu égal avec la gauche, avec un positionnement électoral de F. Bayrou qui mord probablement sur le potentiel de voix de la candidate socialiste – qui réalise parmi les périurbains ayant connu cette trajectoire un score équivalent à celui dont elle bénéficie chez ceux qui sont toujours locataires du parc privé. Le candidat du Modem obtient d'ailleurs deux fois plus de voix que la moyenne chez les enquêtés issus du locatifs privé et désormais propriétaires, contribuant au succès de l'ensemble des droites dans cette catégorie, probablement en partie à cause d'un effet d'âge. Enfin, c'est chez ceux qui étaient déjà propriétaires ou accédants et qui ont acquis un autre bien immobilier dans leur nouvelle commune de résidence que le vote en faveur de N. Sarkozy est le plus haut, ce qui peut être lié à des effets d'âge et de position sociale tout autant qu'un signe d'une stratégie d'accumulation patrimoniale.

À l'arrivée, ces résultats tendent à valider la position de l'équipe de Lefebvre mais aussi celle énoncée par Bourdieu dans le numéro thématique des *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* consacré à « l'économie de la maison ». Tout en notant que la diffusion du modèle d'accession vers de nouvelles régions de l'espace social avait participé à affaiblir les repères collectifs entre gauche et droite, le sociologue y refuse en effet la thèse de la droitisation des pavillonnaires d'origine modeste accédants à la propriété : « Et pourtant, parce qu'il [le propriétaire de pavillon des petites classes moyennes] s'est trouvé entraîné à vivre au-dessus de ses moyens, à crédit, il découvre, presque aussi douloureusement que les travailleurs de l'industrie en d'autres temps, les rigueurs de la nécessité économique, notamment à travers les sanctions de la banque, dont il avait attendu des miracles. C'est sans doute ce qui explique que, bien qu'il soit, pour une part, le produit d'une politique de

libéralisme social visant à l'attacher à l'ordre établi par les liens de la propriété, il soit resté fidèle, dans ses votes, aux partis qui se réclament du socialisme » (Bourdieu, 1990). On peut cependant nuancer ce constat général, dans la mesure où des travaux anciens ont montré que la relation entre identité sociale et vote pouvait jouer de manière très différente en fonction de l'environnement urbain dans lequel s'inscrit le logement (Klatzmann, 1957), autrement dit que les effets électoraux des appartenances sociales admettent une dimension spatiale non-négligeable.

Le rôle ambivalent de la perception du contexte socio-résidentiel

Parce que le projet d'installation des ménages périurbains les engage durablement sur le plan économique et affectif et que les motifs d'installation les plus fréquemment invoqués sont ceux de la recherche d'un cadre de vie « tranquille » où l'on peut « voir grandir ses enfants » dans « une maison à soi », la manière dont les habitants perçoivent les transformations du contexte résidentiel communal donne à lire une partie de leurs rapports au monde, rapports dont on peut imaginer qu'ils s'expriment aussi dans les urnes. Cette hypothèse est d'autant plus intéressante à tester empiriquement que la spécialisation sociale croissante des communes périurbaines françaises a conduit certains chercheurs à évoquer une « clubbisation de la vie urbaine » (Charmes, 2011), voire des comportements « sécessionnistes » (Donzelot, 1999 ; Jaillet, 1999) de la part des périurbains... autant d'attitudes résidentielles supposées exprimer rejet de l'altérité et recherche de l'entre-soi, et qui expliqueraient la montée de candidats parfois qualifiés de « tribunitiens » (Lévy, 2003).

Deux questions de l'enquête « sortie des urnes » ont ainsi été conçues pour tenter de cerner les représentations qu'entretiennent les périurbains à propos des transformations de leur contexte résidentiel communal et celles qu'ils développent vis-à-vis de la ville-centre de l'aire urbaine – souvent perçue comme responsable de l'avancée de la ville (et des maux censés l'accompagner). Afin d'envisager ces représentations qui renvoient à deux échelles spatiales emboîtées, les réponses ont été recodées en items puis traitées simultanément de manière à obtenir un indicateur associant les images de la commune et celles du centre de l'aire urbaine voisine (tableau 3)⁸.

Commune \ Ville-centre	Image positive	Image négative	Poids
Image positive	"Ici et là-bas c'est bien " 52,5% (n=591)	"Ici c'est bien alors que la ville... " 23,1% (n=260)	75,6% (n=851)
Image négative	"La ville c'est bien alors qu'ici... " 15,8% (n=178)	"Ca ne va ni ici ni là-bas " 8,5% (n=96)	24,4% (n=274)
Poids	68,8% (n=774)	31,6% (n=356)	100% (N=1125)

Tableau 3 – Typologie des représentations croisées de la commune et de la ville-centre
(Source : Enquête sortie des urnes, 2007)

⁸ Les questions posées aux enquêtés sont : « *Quelle image avez-vous de votre commune et de ses changements ?* » et « *Quelle image avez-vous d'une ville comme Caen (ou Metz ou Perpignan) et de ses changements ?* ». Les enquêtés qui n'ont pas répondu à l'une des deux questions ont été écartés du champ de l'étude dans la mesure où cette typologie a été utilisée dans une Analyse des Correspondances Multiples (ACM) dont la qualité peut être affectée par l'introduction de modalités de variables rares.

Après avoir exploré les relations étroites entre la perception du contexte résidentiel et de ses mutations, l'ancienneté de résidence dans la commune et les comportements électoraux, il a semblé préférable de présenter les résultats sous la forme d'une ACM construite à partir des variables dont on teste les effets électoraux, en projetant les votes (ainsi que l'âge et la catégorie socioprofessionnelle qui permettent d'approcher le profil des enquêtés) en tant que variables supplémentaires. La lecture du premier plan de l'ACM (figure 1) et l'analyse des tendances qui apparaissent dans les tris bivariés permettent de dégager quatre grands types d'électeurs.

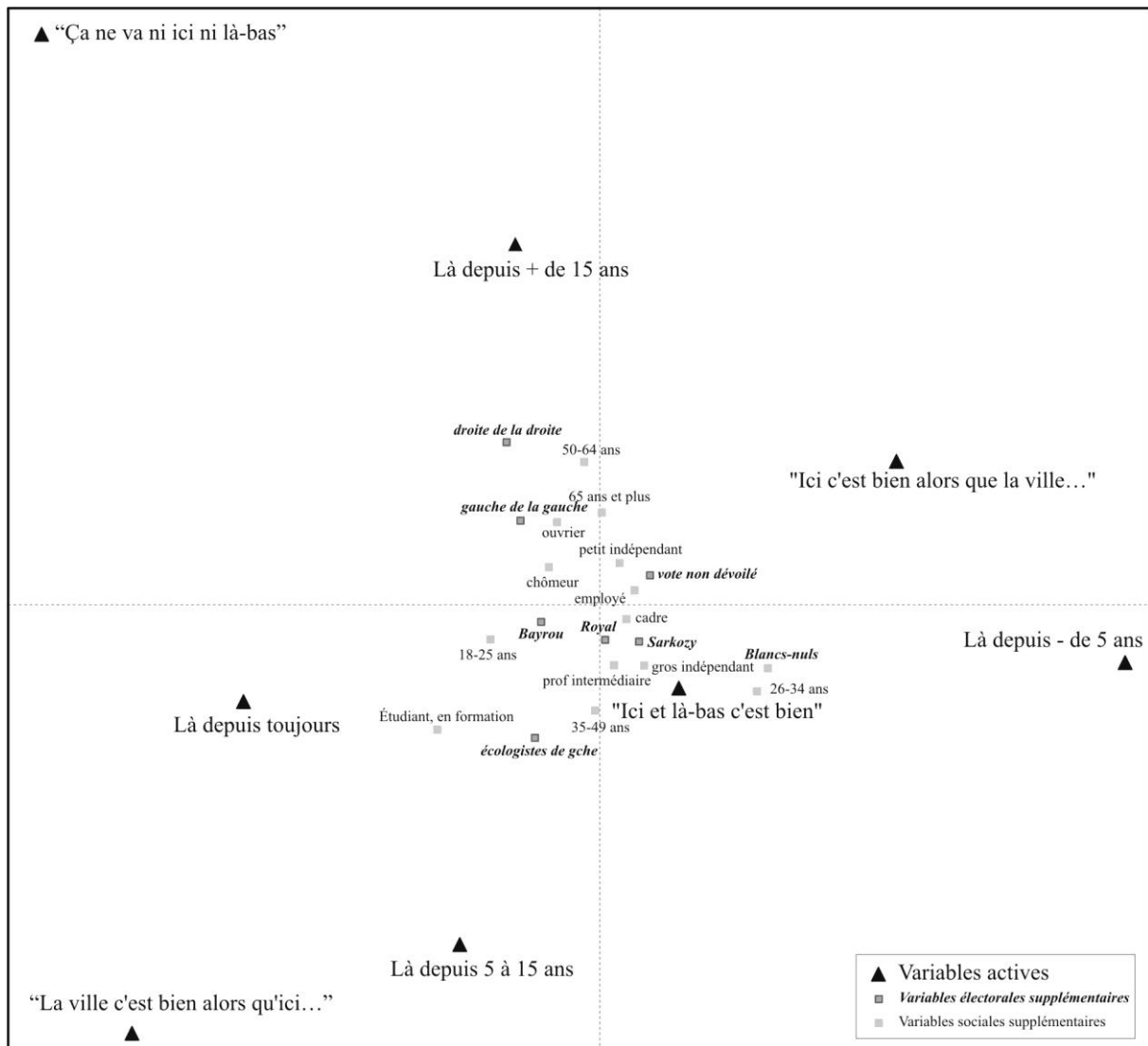


Figure 1. Perception des contextes résidentiels, ancienneté de l'ancrage et choix électoraux
(Source : Enquête sortie des urnes, 2007)

Le premier groupe est situé au centre-droit du plan factoriel. Ces habitants sont pour la plupart arrivés plutôt récemment dans leur commune, appartiennent aux tranches supérieures des couches moyennes ou aux classes supérieures et ont plus voté que la moyenne en faveur des deux protagonistes de l'élection, Nicolas Sarkozy voire Ségolène Royal. Bien intégrés socialement et choisissant des candidats situés au cœur de l'offre électorale, ils disent avoir une image positive à la fois de leur commune et du grand centre urbain voisin – sur le mode

« ici ou là-bas c'est bien » – qu'ils semblent apprécier non sans émettre ponctuellement quelques réserves, ce en adoptant parfois un registre savant en lien avec leurs titres scolaires⁹ :

« Calme, cohésion sociale un peu difficile entre anciens habitants et nouveaux » / « plutôt positif, attention au trop grand centralisme régional » (Homme, 35-49 ans, infirmier, Royal) ; « Quartier résidentiel occupé par des gens qui travaillent à Caen » / « expansion centrifuge avec désertification du centre » (Homme, 50-64 ans, médecin conseil, Bayrou) ; « Commune rurale tranquille, ouverte aux changements (nouveaux aménagements, école) » / « ville plutôt dynamique » (Femme, 26-34 ans, kinésithérapeute, Royal).

Ils partagent certaines caractéristiques avec le deuxième groupe d'électeurs situé dans la partie la plus à droite du plan. C'est parmi ce groupe d'habitants que les votes en faveur de S. Royal et de N. Sarkozy sont les plus élevés, et les suffrages portés sur la candidate socialiste déclinent légèrement à mesure que l'ancienneté résidentielle augmente. À la recherche d'un cadre de vie paisible, ces habitants qui viennent d'arriver apprécient leur nouveau lieu de vie dont l'image est construite de manière opposée à celle qu'ils ont de la ville-centre, synonyme pour eux de pollution, d'anonymat et autres maux généralement associés à l'urbain dense :

« C'est bien, que du positif » / « c'est que du béton, que du négatif » (Homme, 26-34 ans, cadre en pharmacie, Sarkozy) ; « Petite commune vivante, qui bouge et qui grandit, cadre agréable et convivial » / « trop grand, individualiste » (Femme, 26-34 ans, aide médico-psychologie, vote non déclaré) ; « Beaucoup d'association, commune active, tissu social ++ » / « trop grand, impersonnel » (Femme, 65 ans et plus, enseignante, électricienne de Royal).

À l'inverse, la modalité « la ville c'est bien alors qu'ici... » est située dans la partie sud-ouest du plan factoriel, où l'on trouve également ceux « arrivés depuis 5 à 15 ans ». Les habitants âgés de 35 à 49 ans et les membres des couches moyennes supérieures sont ici plus nombreux que dans les autres vagues de périurbains, et les votes portés sur les écologistes de gauche, le PS et le Modem sont plus fréquents. On peut concevoir ce groupe dans le prolongement chronologique du précédent, qui ne tarissait que rarement d'éloges sur sa nouvelle commune. Or ce troisième groupe compte d'une part des parents qui estiment que l'offre d'équipements et de services de leur commune est insuffisante quand les enfants grandissent ; et d'autre part des habitants qui scrutent les changements en cours et voient parfois d'un mauvais œil l'arrivée de familles et des adolescents en question, autant de sentiments contradictoires mais qui fondent les représentations négatives portées sur la commune de résidence une fois quelques années vécues sur place :

« Pas de bus de ville : difficile pour les ados sans activités » / « assez bonne » (Femme, 50-64 ans, enseignante, Bayrou) ; « Augmentation du nombre de jeunes et de la petite délinquance » / « centre ville plus agréable, augmentation d'immeubles de standing » (Femme, 35-49 ans, infirmière, Bové) ; « Cadre se dégrade doucement avec multiplication des maisons individuelles genre phénix » / « ça s'améliore » (Homme, 35-49 ans, Professeur du supérieur, Royal) ; « Trop de constructions pavillonnaires » / « pas beaucoup de changements » (Femme, 35-49 ans, bibliothécaire, Royal).

À l'image de ces parents, le secteur centre-ouest du plan factoriel décrit la situation de jeunes de 18-25 ans qui ont généralement déclaré être là « depuis toujours » et qui trouvent aussi que « la ville c'est bien alors qu'ici... ». Ce sont en fait des étudiants qui fréquentent (voire habitent) la métropole régionale voisine, bénéficient de son offre de service diversifiée et n'en sont que d'autant plus critiques envers les équipements de leur commune :

« Espace très en marge au niveau du progrès (ADSL) » / « positive » (Femme, 18-25 ans, étudiante en BTS, Bayrou) ; « De pire en pire, aucun changement pour les jeunes, beaucoup d'argent dépensé inutilement » / « ville plus dynamique et écologique (tram) » (Femme, 18-25 ans,

⁹ Dans les extraits suivants, le premier passage est la transcription de la réponse sur l'image de la commune tandis que le second porte sur la question relative à la ville-centre. Les propriétés sociales de l'enquêté et leur vote en 2007 figurent entre parenthèses.

étudiante en LLCE, Royal) ; « Un peu mort, manque d'animation, manque de bus, peu de choses proposées » / « vivante » (Femme, 18-25 ans, étudiante en physique, Bayrou).

Si ces habitants de 18-25 ans sont surreprésentés parmi ceux qui sont « là depuis toujours », c'est également le cas des plus de 50 ans qui, en raison de la place des cycles de vie dans les trajectoires résidentielles, ceux-ci sont également plus nombreux parmi les « arrivés depuis plus de 15 ans ». Présent dans le quart nord-ouest du plan, ce dernier groupe de périurbains est par contre très différent sociologiquement. Il regroupe en effet les habitants les plus enracinés localement, c'est-à-dire ceux qui sont « arrivés depuis plus de 15 ans » ou qui sont « là depuis toujours », et qui considèrent que « ça ne va ni ici ni là-bas ». Issus de mondes populaires (les ouvriers et les petits indépendants y sont surreprésentés), ils ont vu changer progressivement leur commune, et estiment que la trajectoire d'évolution prise par celle-ci n'est pas la bonne, tout en ayant une image négative de la situation de la grande ville voisine qu'ils tiennent parfois pour responsable de la dégradation de leur environnement résidentiel immédiat (surtout dans le cas de Perpignan). Là, ce sont les votes non déclarés, les suffrages pour la gauche de la gauche et la droite de la droite sont fortement présents :

« Les changements sont mauvais » / « ville de rats » (Homme, 35-49 ans, employé de l'administration, Le Pen) ; « Village à nettoyer au Kärcher » / « image dérangeante » (Homme, 50-64 ans, animateur commercial, Le Pen) ; « Bonne image générale mais quelques désagréments sécuritaires et vandalisme » / « changement trop rapide, Caen ressemble de plus en plus à Paris » (Femme, 26-34 ans, secrétaire, Besancenot) ; « Doucement mais sûrement... » / « Perpignan est devenu comme Paris et ses cités du 93 » (Homme, 35-49 ans, entrepreneur en bâtiment, vote non-déclaré).

L'ancienneté de l'ancrage résidentiel de ces habitants, leurs propriétés sociales et leurs choix électoraux montre que ce ne sont pas nécessairement les nouveaux arrivants censés fuir les villes qui votent parfois pour la droite de la droite. À la lumière de ces représentations relevant de deux niveaux scalaires (commune / ville-centre voisine), l'idée selon laquelle les électeurs périurbains seraient des « combattants de l'échelle unique » (Lévy, 2005) apparaît pour le moins contestable sur le plan empirique. En effet et si dans l'ensemble les habitants qui déclarent que « ici c'est bien alors que la ville... » (a) votent un peu plus que la moyenne pour la droite de la droite, ce choix électoral se retrouve aussi – et en proportion équivalente – chez ceux qui trouvent que « ici ou là bas c'est bien » (b), mais aussi chez ceux qui pensent que « la ville c'est bien alors qu'ici... » (c) :

(a) « Positive » / « négative » (Homme, 35-49 ans, entrepreneur, Le Pen) ; « Bien » / « grossière » (Homme, 26-34 ans, ouvrier dans le bâtiment, Le Pen) ; « Dynamique et jeune » / « sale » (Homme, 35-49 ans, agriculteur, Le Pen) ; « Positif » / « un vrai bordel depuis les transformations » (Homme, 26-34 ans, emploi non déclaré, Le Pen).

(b) « Excellente » / « excellente » (Homme, 65 ans et plus, ingénieur retraité, Le Pen) ; « Très animé, très vivant » / « très belle ville » (Femme, 35-49 ans, agent SNCF, Le Pen) ; « commune calme » / « ville propre » (Femme, 50-64 ans, employée, De Villiers) ; « Une très belle image familiale » / « excellente, Metz est une ville pilote » (Femme, 50-64 ans, fonctionnaire, Le Pen).

(c) « Mauvaise » / « bonne » (Homme, 26-34 ans, chef d'atelier, Le Pen) ; « Pas intéressant » / « très intéressant » (Homme, 35-49 ans, maçon, Le Pen) ; « Manque de convivialité » / « très bonne et ouverte » (Homme, 35-49 ans, routier, Le Pen).

Plus fondamentalement, c'est le fait de considérer de manière surplombante que le « degré d'urbanité [...] constitue le meilleur prédicteur du vote » (Lévy, 2005) qui se trouve invalidé. Afin de dépasser le stade du « discours informé par la cartographie » (Lévy, 2007), des enquêtes ethnographiques ont permis de souligner que c'est la transformation des contextes résidentiels populaires et la manière dont ces transformations sont vécues par les habitants qui permet de comprendre certains votes en faveur du FN (Pierru, Vignon, 2006).

Conclusion

De manière plus générale, les éléments exposés soulignent l'intérêt d'un ré-encastrement des choix électoraux avec les appartenances sociales appréhendées de manière fine, à l'opposé des approches routinisées de la science politique dominante et de ses sondages « d'opinion » qui éludent « tout ce qui permet de rendre compte du vieillissement social des individus, de leur trajectoire sociale, de leur cycle de vie qui, pourtant, en structurant de façon contrastée les visions de l'avenir et du sentiment d'avoir sa place dans le monde social, ne sont pas sans conséquence sur les rapports à l'élection, notamment sur le sentiment d'utilité du vote et le degré de conviction importée dans l'acte électoral » (Collovald, 2004). Il en ressort le rôle fondamental des propriétés sociales des individus, qui jouent indiscutablement sur leurs pratiques, de sorte que ce qui est parfois présenté comme des choix résidentiels animés par la quête de l'entre-soi s'apparente plutôt à autant d'arbitrages sous contrainte, dans le cadre de marchés de l'immobilier qui mettent en concurrence des ménages inégalement dotés économiquement pour se loger.

Dire cela ne revient absolument pas à nier les marges de manœuvre et de liberté dont disposent les acteurs dans leurs stratégies résidentielles, c'est au contraire les éclairer. C'est dire que les couches moyennes périurbaines ont, comme les autres, des comportements sociaux influencés par leurs positions sociales et par les trajectoires résidentielles qui les conduisent à vivre dans un contexte résidentiel plutôt que dans un autre, contexte qui pèse lui-même sur la construction des choix électoraux (Rivière, 2008b). Et si les transformations de ces contextes jouent un rôle dans l'isoloir et en dehors, ce n'est pas parce qu'ils sont périurbains mais parce que les mutations qui y ont lieu sont parfois perçues comme autant de menaces pour des positions sociales chèrement acquises.

Références bibliographiques

- BACQUÉ, M.-H. & VERMEERSCH, S. 2007. *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Paris, Éditions de l'atelier.
- BERGER, M. 1985. « Comportements et pratiques des sociétés périurbaines », *Géographie sociale*, n°2, p 133-139.
- BIDOU, C. et al. 1983. *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Rapport pour le ministère de l'équipement et du logement.
- BIDOU, C. 1984. *Les Aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, P.U.F., Paris.
- BOURDIEU, P. 1990. Un signe des temps », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81, 1, p. 2-5.
- BRACONNIER, C. 2010. *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspective*, Paris, Lextenso éditions.
- BRACONNIER, C. & DORMAGEN, J.-Y. 2007. *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard.
- CAPDEVIELLE, J. & DUPOIRIER, É. 1981. « L'effet patrimoine » dans CAPDEVIELLE J. et al. (sous la dir. de), *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de Science Po, p. 171-355.
- COLLOVALD, A. 2004. *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Paris, Editions du Croquant.

- CARTIER, M. et al. 2008. *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- CHARMES, E. 2011. *La ville émietée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF.
- CHAUVEL, L. 2006. *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil.
- CHAUVIER, E. 2011. *Contre Télérama*, Paris, Allia.
- DONZELOT, J. 1999. « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, 290, p. 87-114.
- GARNIER, J.-P. 2010. *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Paris, Agone.
- GAXIE, D. 1978. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- GUIBERT, P. & MERGIER A. 2006. *Le descenseur social. Enquête sur les milieux populaires*, Paris, Plon-Jean Jaurès.
- GUILLY, F. & NOYÉ, C. 2004. *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Caen, Autrement.
- JAILLET, M.-C. 2004. « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, 303, p. 43-65.
- JAILLET, M.-C. 1999. « Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ? », *Esprit*, 290, p. 145-167.
- JAILLET, M.-C. et al. 2003. « Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes ? », *Pouvoir local*, 56, 1, p. 25-29.
- KLATZMANN, J. 1957. « Comportement électoral et classes sociales. Étude du vote communiste et du vote socialiste à Paris et dans la Seine », *Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politique*, 82, p. 254-285.
- LE HAY, V. & SINEAU, M. 2010. « Effet patrimoine. 30 ans après, le retour ? », *Revue française de science politique*, 60, 5, p. 869-900.
- LEFEBVRE, H. 2001. « Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire », dans H. Raymond et al., *L'habitat pavillonnaire*, Paris, Editions du CRU, p. 1-16.
- LEHINGUE, P. 2001. « Sociologie critique », dans Perrineau P., Reynié D. (sous la dir. de), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, p. 856-858.
- LÉVY, J. 2007. « Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie », *Les annales de la recherche urbaine*, 102, p. 131-140.
- LÉVY, J. 2005. « Centre-ville, cœur d'Europe », *Libération*, 1er juin, cahier central, p. E2.
- LÉVY, J. 2003. « Périurbain : le choix n'est pas neutre », *Pouvoir local*, 56, 1, p. 35-42.
- MAGRI, S. 2008. « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'année sociologique*, 58, 1, p. 171-202.
- MICHELAT, G. & SIMON, M. 1985. « Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral : l'importance de la dimension symbolique », dans Gaxie D. (sous la dir. de), *L'explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, p. 291-322
- PEUGNY, C. 2009. *Le déclassement*, Paris, Grasset.

- PIERRU, E., VIGNON, S. 2006. « Déstabilisation des lieux d'intégration traditionnels et transformations de l'entre soi rural. L'exemple du département de la Somme », dans Bessière C. *et al.* (sous la dir. de), *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Quae, p. 273-289.
- RAYMOND, H. *et al.* 2001., *L'habitat pavillonnaire*, Paris, L'Harmattan.
- RIPOLL, F. & RIVIÈRE, J. 2007. « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les annales de la recherche urbaine*, 102, p. 121-130.
- RIVIÈRE, J. 2011. « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », dans Mattéi M.-F. & Pumain D. (sous la dir. de.), *Données urbaines 6*, Paris, Anthropos, p.11-20.
- RIVIÈRE, J. 2008a. « De l'étalement urbain à la fragmentation sociale. Essai de typologie des trajectoires d'évolution des aires urbaines françaises (1968-1999) », dans Zaninetti J.-M., Maret I. (sous la dir. de), *Étalement urbain et ville fragmentée à travers le monde*, Presses de l'université d'Orléans, p. 23-36.
- RIVIÈRE, J. 2008b. « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, 21, 83, p. 23-48.
- ROUGÉ, L. 2005. *Accession à la propriété et modes de vie en maisons individuelle des familles modestes installées en périurbain toulousain. Les « captifs » du périurbain*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Toulouse II, 381 p.
- YSMAL, C. 1983. « Le groupe central giscardien », dans G. Lavau, G. Grunberg, N. Mayer (sous la dir. de), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presse de la FNSP, p. 229-254.